

Accord a minima au sommet Euromed

mardi 29 novembre 2005

la Tribune.fr

Les trente-cinq pays du pourtour méditerranéen se sont entendus in extremis sur un code de conduite dans la lutte contre le terrorisme, après avoir adopté un texte sur l'immigration clandestine. C'est sur le volet économique que le partenariat s'avère le plus satisfaisant.

Les représentants de l'Union européenne et de dix pays partenaires du pourtour de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Israël, Autorité palestinienne, Jordanie, Syrie, Liban et Turquie) qui étaient réunis depuis hier à Barcelone pour un sommet se tenant dix ans après la signature de l'accord Euro-Méditerranée (Euromed), ont eu bien du mal à trouver un terrain d'entente. Symbole des difficultés rencontrées : ils n'ont pu convenir d'une déclaration finale commune. En revanche, les trente-cinq pays ont adopté un « code de conduite antiterroriste », pour lequel les délégations s'étaient mis d'accord hier sur le retrait des références aux frontières israéliennes de 1967 et au « droit à la résistance » réclamées par les leaders arabes.

Déjà très affecté par l'absence de la plupart des dirigeants arabes et du Premier ministre israélien, à l'exception des responsables de l'Autorité palestinienne et de la Turquie, le sommet de Barcelone a malgré tout achoppé sur la définition de la lutte contre le terrorisme. Les pays arabes refusent en effet de condamner le terrorisme « quelles qu'en soient les causes », de façon à exclure les cas de résistance armée à un occupant. En dépit de ces réserves, l'accord trouvé est « le plus solide que nous puissions obtenir sur ce front », s'est félicité le Premier ministre britannique Tony Blair

Autre satisfaction sur le terrain politique, celle d'avoir trouvé un consensus sur la lutte contre l'immigration clandestine. Il faut dire que les drames humanitaires de Ceuta et Melilla courant octobre ont placé le sujet de l'immigration au centre du débat. Le mois dernier, des centaines de clandestins venus d'Afrique sub-saharienne avaient tenté de pénétrer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc. Plusieurs d'entre eux y avaient trouvé la mort.

Mais des trois volets que tente de promouvoir le partenariat Euromed - politique, économique et social -, c'est sans doute celui des échanges économiques qui semble le plus progresser depuis dix ans. Car depuis la création du partenariat, le conflit israélo-palestinien, le creusement des inégalités nord-sud et la guerre contre le terrorisme ont contrarié l'intégration politique et sociale entre l'Union européenne et les dix pays du pourtour méditerranéen.

Priorité pour l'Europe

Selon une étude menée par la Fondation Robert Schuman, un centre de recherche sur l'Europe basé à Paris, l'Euromed a permis depuis dix ans « une hausse continue des échanges commerciaux entre les deux rives de la Méditerranée, et une progression des investissements européens ». Reste que l'objectif d'Euromed de créer d'ici à 2010 une zone de libre-échange pour les produits industriels semble difficilement tenable.

Jacques Chirac a affirmé aujourd'hui à Barcelone que les pays du sud de la Méditerranée devaient « demeurer une priorité stratégique pour l'Europe », appelant en particulier à maintenir les engagements financiers de l'Union européenne, malgré son ouverture aux pays d'Europe de l'Est. L'Union européenne a accordé à ses dix partenaires du sud 5,5 milliards d'euros de dons de 2000 à 2006 et 6,4 milliards de prêts

sur la même période, auxquels s'ajoute un milliard de prêts pour 2006. Le chef de l'Etat estime que, « à terme, s'imposera une Banque de développement dédiée à la Méditerranée » qui pourrait dans un premier temps prendre la forme d'une filiale de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Reste que ce sommet n'a pas été marqué par de grandes décisions sur le plan économique. En marge de la réunion, un fonds de capital risque doté de 45 millions d'euros, destiné à promouvoir les investissements dans les entreprises du Maghreb, a été créé. Il s'agit d'un des « résultats collatéraux les plus importants » du sommet, a souligné lors de la signature de l'accord le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos.